

# Les eurodéputés disent oui aux négociations d'adhésion avec la Turquie

jeudi 16 décembre 2004

**Le Monde - 15/12/2004**

Si l'avis parlementaire n'a pas de pouvoir contraignant, il constitue un signal politique à la veille de l'ouverture à Bruxelles du sommet des 25 chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union, qui doivent prendre une décision sur le sujet de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

Les eurodéputés se sont prononcés, mercredi 15 décembre, en faveur de l'ouverture de négociations d'adhésion entre la Turquie et l'Union européenne, par 407 voix contre 262 et 29 abstentions.

L'avis du Parlement européen (PE) est un message politique avant tout symbolique car la décision appartient aux chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE, qui se réuniront jeudi et vendredi à Bruxelles.

Le vote, qui a été secret à l'initiative de deux députés du PPE (droite), a porté sur le rapport global du conservateur néerlandais Camiel Eurlings, favorable à l'ouverture de négociations, ainsi que sur deux amendements : l'un demandant « le rejet de l'adhésion à part entière de la Turquie à l'Union européenne » et l'autre proposant « l'objectif alternatif d'un partenariat privilégié ».

En obtenant un vote secret, les opposants à l'adhésion de la Turquie espéraient ainsi rallier à leur non des députés qui n'oseraient pas l'exprimer ouvertement. Ils ont échoué dans leur manœuvre.

Mécontents de ce procédé, certains députés, au sein du groupe libéral-démocrate et parmi les Verts notamment, ont affiché leur opinion au moment du vote en brandissant des « oui » ou des « non », rédigés en anglais, en français ou en turc sur des pancartes.

## OUVERTURE DE NÉGOCIATIONS « SANS DÉLAI INUTILE »

Le oui a été soutenu par une majorité de députés conservateurs et de libéraux, les socialistes et les écologistes. Le non a été principalement défendu par les droites française et allemande, ainsi que les courants souverainistes ou d'extrême droite.

Le rapport adopté par le PE recommande l'ouverture « sans délai inutile » des négociations avec Ankara et n'envisage pas, dès à présent, d'alternative à l'adhésion, comme le « partenariat privilégié » réclamé par les droites française et allemande.

Si l'objectif « est que la Turquie devienne membre de l'UE », ces négociations sont cependant « un processus ouvert qui ne conduit pas *a priori* ni automatiquement à l'adhésion », soulignent les eurodéputés, qui énumèrent une série de conditions à remplir, dont « une tolérance zéro » contre la torture.